

Les nouveaux éducateurs sont-ils arrivés ?

Deux générations de professionnels à la manœuvre dans un monde qui change

Ce n'est pas mince affaire que de restituer ce qu'il peut en être un demi-siècle après cette date emblématique de 1967 – un 22 février exactement – de ce métier d'éducateur spécialisé exercé présentement par quelque 54 000 femmes et hommes, les premières, majoritaires depuis toujours, sont 67 % présentement¹...

Deux générations de professionnels à la manœuvre dans un monde qui change... Au-delà de la métaphore marine, je pourrais dire aussi « Tout change et rien de change » et je voudrais donc m'en expliquer, avec en arrière-fond l'appel à des données qui demeurent sans doute assez largement valides même si elles datent de quelque 5 ou 6 années. Au moment où j'aspirais à remettre sur le métier ce que j'avais pu explorer il y a quasi 20 ans², je m'étais efforcé de recueillir des informations sur ce que l'on pourrait nommer les « nouveaux éducateurs », entendu celles et ceux qui s'engagent dans la formation et dans le métier au fil des années 2010. Ce faisant, avec une escouade d'étudiants en Master, nous sommes allés à la rencontre d'une petite centaine de futurs professionnels, encore en formation donc, et aussi d'éducatrices et d'éducateurs depuis peu en poste. Au-delà de ces entretiens, j'ai sollicité en tout et pour tout 1 150 jeunes éducatrices et éducateurs – moyenne d'âge 28 ans et peu d'écart à la moyenne – via un assez long questionnaire... Même si sur le fond je n'ai rien vraiment lu depuis qui contredise ces avancées, je continue par ailleurs à m'informer le mieux possible, je participe à nombre de jurys de thèses – à chacun son fonds de commerce –, je lis les avancées de tous ceux qui, à l'instar de Michel Chauvière³, ici présent, pointent évolutions et dérives, inflexions, grands renoncements et petites défaites d'un métier à la peine. Je continue à publier aussi (avant-dernier en date, justement, celui de Sandrine Mirolo « *Le métier d'éducateur spécialisé, entre engagement personnel et engagement professionnel* »⁴ et un dernier sur la question de la formation, dirigé par Camille Thouvenot, auteur de « *L'efficacité des éducateurs* »⁵ sur lequel

¹ Le présent texte est la reprise d'une communication orale et le style a été conservé. Une première version a été présentée lors de la journée d'études « *Retour vers le futur des éducateurs spécialisés, un métier sous (hautes) tensions* » organisée par l'ARIFTS, à Nantes, le 15 novembre 2017. Signe des temps sans doute, les journées nantais et lilloise sont, à notre connaissance, avec le colloque « *Le métier d'éducateur dans tous ses états : le diplôme d'éducateur spécialisé fête ses 50 ans* » organisée à Strasbourg en novembre 2017 par le Conservatoire national des archives et de l'histoire et de l'éducation spécialisée (CNAHES), les seules manifestations auxquelles ont donné lieu les 50 ans du diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé

² Vilbrod A., *Devenir éducateur, une affaire de famille*, Paris, L'Harmattan, 1995 ;

³ Chauvière M., *Le travail social dans l'action publique*, Paris, Dunod, 2004.

⁴ Mirolo M., *Le métier d'éducateur spécialisé, entre engagement personnel et engagement professionnel*, Paris, L'Harmattan, 2017.

⁵ Thouvenot C. *L'efficacité des éducateurs. Une approche anthropologique de l'action éducative spécialisée*, Paris, L'Harmattan, 1998.

je reviendrais volontiers. Et évidemment je regarde attentivement des études qui, au fil des dernières années, se sont aussi penchées sur ces questions, comme Corinne Saint-Martin⁶ ou Yvette Molinat⁷ et évidemment je pense ici à l'enquête diligentée par Marie-Véronique Labasque⁸ qui a eu l'occasion, on va y revenir, d'interroger la pertinence de ce que j'avais avancé il y a quelque 22 ans dans « Devenir éducateur, une affaire de famille »... et ce, sur les traces de la thèse de 3^{ème} cycle de Claude Dubar, qui fut grand connaisseur et grand défricheur sur le sujet.

Ce faisant ici, puisqu'il va être question de « frottement des temporalités », c'est dire que depuis quelques temps déjà, se confrontent deux logiques : la première, que j'appellerai volontiers « logique technicienne » a nom logique de la compétence et référentiels du même nom, mais aussi administration sur projets, appels d'offre, contractualisation, CEPOM, grille évaluatives, new management public... bref votre lot quotidien, aux prises que vous êtes avec des élus les yeux rivés sur des budgets rognés ou avec des directeurs de toute strate – là il y a beaucoup d'hommes – gagnés à la cause de la gouvernance néo-marchande. Cette temporalité, dans laquelle s'inscrit mine de rien le DEES, j'en rappellerai quelques attendus. A la suite je voudrais repérer avec vous combien perdure encore et toujours une autre logique, qui a la vie dure, que je nommerai ici « logique intuitive et expérientielle ». Empirique peut-être, « Métis » au sens travaillé par Michel Autès⁹ notamment, artisanale sûrement, en référence au travail de définition de ce qu'est un métier développé par Michelle Descolonges¹⁰, humaniste sûrement, cette logique puise très profond et ses fondements anthropologiques peuvent aussi être rappelés. Ce serait le versant « rien ne change » si vous voulez... Mais pour autant, point d'immobilisme, de résignation ou de crispation sur un avant qui était toujours meilleur et un peu enchanté. Les éducateurs spécialisés, s'efforcent bel et bien, ici et là, de résister vaille que vaille aux sirènes néo-libérales, et je pense aux thèses de Valérie Janson sur les éducateurs coordinateurs en internat¹¹ ou à celle de Stéphanie Defaux¹² sur les intervenants sociaux en protection de l'enfance soumis aux injonctions d'efficacité technique.

Logique technicienne, du temps court, du temps compté, logique expérientielle, du temps long, relationnel ; « slow down » contre « top-down » et « go-fast », deux temporalités se frottent, avec parfois des étincelles.

L'étude que j'ai menée sur les « jeunes » éducatrices et éducateurs spécialisés tend, on va le voir, à rappeler que des idéaux, des manières de voir et de concevoir son métier et aussi, à les entendre, de le pratiquer dans une clinique métissée, que tout cela demeure en soubassement aux engagements des unes, des uns et des autres. Ici je risquerais bien aussi un aparté : toute prudence gardée, puisque cela porte sur des données limitées en nombre, je regarderais volontiers en quoi les éducateurs formés dans la région lilloise sont au diapason ou différent quelque peu des autres...

⁶ Saint-Martin C., « Les parcours de professionnalisation : entre employabilité et logique de métier », *Empan*, 2-2017, n°106, p. 42-47.

⁷ Molina Y., « L'accès aux formations sociales, entre choix d'orientation professionnelles et stratégies », *Formation Emploi*, n° 132, 2015.

⁸ Labasque M-V., « Qui sont ceux qui veulent devenir éducateurs spécialisés ? », Etude à paraître, 2017

⁹ Autès M., *Les paradoxes du travail social*, Paris, Dunod, 1999.

¹⁰ Descolonges M., *Qu'est-ce qu'un métier ?*, Paris, PUF, 1996.

¹¹ Janson V., *La fonction de coordinateur dans les internats de l'éducation spécialisée : une approche sociologique des dynamiques professionnelles et des enjeux organisationnels du secteur social et médico-social*. Thèse de sciences de l'éducation, Université de Lille, 2016.

¹² Defaux S., *La question de l'efficacité en travail social : entre directives et pratiques professionnelles. Le cas d'un dispositif de protection de l'enfance*. Thèse de doctorat en Sciences de l'éducation, Lille, 2013.

La logique technicienne à la manœuvre

Pour dépeindre, même à gros traits les lignes de force de cette logique qui tend à prévaloir, je ne peux guère faire l'économie de restituer *a minima* le paysage au sein duquel les éducateurs spécialisés agissent et interagissent avant que d'observer ce qui les affectent. Cela passe nécessairement par le rappel des mutations structurelles qui font que, d'une certaine manière, depuis disons une vingtaine d'années, leur travail a beaucoup bougé. D'évidence les uns et les autres sont concernés, sont impliqués, sont intégrés, sont « impactés » pourrait-on dire, par ces changements. Ce n'est qu'à partir de ce décor dressé que je pourrai donner sens à ce que j'ai pu constater et analyser.

Il faudrait vraiment être aveugle pour ne pas prendre la mesure de tout ce qui, au fil des années 1990 et 2000 est venu changer la donne. Je n'évoquerai qu'en quelques mots les changements déjà qui concernent les populations auxquels ils ont affaire. J'en dirai par contre un peu plus long sur les nouvelles manières d'administrer le social et sur sa contamination par le dit « *new public management* » qui va de pair avec la décentralisation et aussi, ce n'est pas contradictoire, avec, via les ARS notamment, des formes de bureaucratisation au fil desquelles ce qui importe le plus ce sont les préoccupations budgétaires. Je prendrai alors rapidement la mesure des implications que cela peut avoir pour les professionnels. Je pointerai pour finir dans ce décor à dresser, deux ou trois enjeux d'importance pour ces éducateurs, entre arrivée de profanes parfois bien peu acculturés et prolifération à leurs côtés des petits métiers du social encore bien friables puisque fort peu consolidés au sein de professions organisées.

A l'aune de ce que l'on dit être une génération, vingt ans, est-il même utile de rappeler combien les publics auxquels s'adressent les éducateurs spécialisés ont changé. Sans disparaître, des formes de handicap ne sont que vieux souvenirs : les plus âgés des « polios » comme on disait alors ont pour la plupart septuagénaire ; par contre on doit créer de toute pièce des filières particulières pour les traumatisés crâniens, qui pour bon nombre ne survivaient pas très longtemps à l'accident grave ou la commotion il y a ne serait-ce que 15 ou 20 ans. Qui peut dire raisonnablement aujourd'hui quelle est l'espérance de vie d'un enfant trisomique, à l'heure où le vieillissement des adultes handicapés oblige à inventer de toute pièce des modes d'accompagnement diversifiés. Sur le seul champ du handicap, il y a eu bien des métamorphoses.

L'institution scolaire, qui est socialement en France l'une des plus discriminantes d'Europe laisse par ailleurs chaque année sur le bas-côté des dizaines de milliers de jeunes, confrontés avec d'autres au chômage de masse et au sentiment d'être des surnuméraires. Là aussi ces « publics » ballotés, parfois « stagiaires » à demeure, sont de ceux que les éducateurs côtoient, rappelant en quoi ils sont en première ligne face à la misère du monde, et je ne parle pas des mineurs venus de l'étranger. Le paysage qui est le quotidien des éducateurs, et avec lui toutes ces zones grises où ils agissent, est à l'image des questions sociales les plus vives du moment, en termes de précarité, de fragilité, et ce faisant, de cohésion et de solidarité. Là est leur ligne de front et elle est extrêmement polymorphe.

Dans le même temps ; l'émergence du « *New public management* », tentative de décalque dans le secteur public des idéologies managériales du secteur marchand, ont abouti à des défausses et à des réglementations où le seul indicateur qui importe est la mesure des coûts.

Ces défausses ont noms Décentralisation et transferts de blocs entiers de compétence vers les Départements, qui ont hérité, en deux salves pour ainsi dire, 1983-1985 puis 2002-2005, de très larges pans de l'action sociale, de la protection de l'enfance en passant par les personnes handicapées, avec la création des MDPH notamment. On le sait bien, c'est aujourd'hui le secteur social qui est celui qui pèse le plus lourd dans les budgets des départements. Ces élus n'ont pas tardé à faire appel à des cabinets de consultants qui se sont fait fort de les conseiller afin de réduire les coûts et de mettre au pas tout le tissu associatif très investi à l'échelle la plus locale. On voit bien présentement ce que cela donne que cette politique de mise en concurrence des associations entre elles, via des appels d'offre au moins disant, l'invite pressante d'opérer une concentration, via les dits regroupements de coopération, les contrats annuels d'objectifs et de moyens (les CPOM), et j'en passe. Ce social administré là voit aussi des boulevards ouverts parfois au monde marchand, au travers la solvabilisation de populations fragiles mais assistées, telles les personnes âgées dépendantes, etc. Il ne s'agit pas de jeter le bébé avec l'eau du bain, il y a ici et là de belles réussites, de belles ententes entre élus et associations, mais le reformatage perpétuel des directions départementales de l'action sociale, dans nombre de régions, dit long sur la gestion de ce secteur. Depuis une douzaine d'années, avec la création des ARS sur les cendres de DRASS notamment, la contractualisation généralisée se réalise sous le haut contrôle de l'Etat, et à étudier les directives des différentes ARS, il y a un décalque, de l'une à l'autre, de ce qui est décidé au niveau du Ministère, qui reprend ici et là ses billes et verrouillent les schémas régionaux d'organisation médico-sociale, avec encore et toujours en ligne de mire la maîtrise de coûts, fut-ce ce au prix de concentrations à la hussarde. Ces préoccupations gestionnaires, souvent indigentes en imagination, ont évidemment des répercussions sur la façon dont s'organise nombre de secteurs du travail social.

Approchons nous alors de notre sujet.

A bien des égards les éducateurs, mais pas que eux, se retrouvent grandement fragilisés par tout ce que j'ai pu évoquer à l'instant. Leurs conditions de travail (taux d'encadrement à la baisse, nombre à la hausse de situations à suivre, difficultés accrues des populations auprès desquels ils agissent, etc.) ont plutôt tendance à se dégrader. Il y aurait long à dire. Je me bornerai ici à deux observations simplement.

Là où existaient très largement, où existent encore, mais de manière bien moins forte, des formes de promotion interne au fil desquelles des éducateurs, progressaient dans la carrière, devenaient responsables de service, directeurs bientôt, avec des inégalités, de sexe notamment sans nul doute, mais tout de même, on observe l'arrivée de profanes surfant sur la vague de la managérialisation du social. Il faut croire que les métiers installés n'étaient encore que fort peu institutionnalisés pour n'avoir pas su résister aux sirènes gestionnaires, pour s'être laissés fasciner parfois par les tentatives de décalque du monde marchand.

Quelques études se sont penchées – je pense à l'ouvrage d'Hélène Cheronnet « *Statut de cadre et culture de métier* »¹³ – sur ces hommes, plus que ces femmes, qui issus du monde de l'entreprise, se reconvertissent, via une formation qualifiante, y compris un CAFDES, et arrivent dans les équipes de direction des services et des équipements médico-sociaux. Même si toute une part d'entre eux y arrivent justement pour fuir l'hypergestion qui a été leur lot quotidien dans leurs anciens emplois, il y a souvent comme un retour du refoulé, et faute d'une imprégnation culturelle, ils tendent à importer des modèles qui, aussi pauvres qu'ils puissent être sémantiquement parlant, s'accordent avec la « *nov langue* » comme les managers des

¹³ Cheronnet H, *Statut de cadre et culture de métier*, Paris, L'Harmattan, 2007.

services publics l'aime. Là encore on manque d'études fines pour prendre l'exacte mesure de l'impact de tout ce lot de représentations et de pratiques singeant les derniers manuels pour cadres accomplis. Il n'y a pas que les nouveaux venus d'ailleurs qui les portent, et peut être n'est-ce pas si simple que de penser ainsi la métaphore du loup dans la bergerie, mais le fait est que la logique de la compétence, contre celle de la qualification, qui est ainsi relayé, fait des dégâts.

Les éducateurs spécialisés en sortent fragilisés et comme pris en sandwich. On peut lire cela par exemple dans les tentatives des conseils généraux, via l'invention du métier d'assistant socio-éducatif, d'enfoncer un coin, contre notamment les assistantes sociales, trop peu aux ordres, rétives à baisser la garde – pensons au secret professionnel –, et va donc pour les tentatives, pas toujours abouties d'ailleurs, de mêler en un seul ensemble assistantes de service social, conseillères en économie sociale et familiale et éducateurs spécialisés qui rappellent les rêves du travailleur social unique des années 1970 et des desseins des IRFTS. Ces métiers de niveau III stagnent quantitativement : certes, sur 20 ans, l'augmentation du nombre de ces diplômés a été, à ce niveau, de 76 %, mais dans le même temps, celui des niveaux V a été de 1004 %. Sur la période 2005-2010, les niveaux III ont augmenté de 3%, les niveaux V de 33 %. Ces diplômés de niveau III se retrouvent pris dans l'étau entre des métiers de haut et de bas niveau, qui eux se développent allègrement, d'où la thèse de Valérie Janson sur le rôle de coordinateur dévolu aux éducateurs spécialisés en internat, sans inscription dans le grille hiérarchique ni salaire correspondant.

Le bas niveau, ce sont les petits métiers du social, segmentés, peu qualifiés (niveau IV et V), mal considérés, qui, partant par exemple des territoires (chargé de projet, chargé d'insertion, etc.) se démultiplient : l'ouvrage piloté par le regretté Jean-Noël Chopart¹⁴ ne dénombrerait pas moins, déjà en 2000, de 210 appellations différentes. La plupart de ces métiers sont mal consolidés et leur développement est pour le moins fort peu maîtrisé. Le haut niveau, le niveau I, connaît lui une augmentation massive, puisque sur cette même période 2005-2010 déjà, elle est de + 395 %. Les directions générales, les directions par pôle – très « *up to date* » cela – s'étoffent, se démultiplient aussi, et donc les métiers de l'entre deux, parfois délégués dans des conditions peu claires pour devenir une sorte d'encadrement intermédiaire, s'affaiblissent, avec désormais ici et là un chômage qui est vraiment inédit.

Voilà donc pour le premier couple observé, y compris dans sa profondeur historique, cette première temporalité, à première vue assez triomphante, à visée technicienne débarrassée des oripeaux fleurant par trop les temps anciens, humanistes, relationnels, mais à l'efficacité non prouvée en plus d'être dispendieux.

Faire œuvre d'éducation

Regardons maintenant du côté de la temporalité expérientielle, en débutant sans la moindre originalité par dire quelque mots pour définir ce métier...C'est quoi ce métier ? C'est d'évidence un métier relationnel, au sens fort du terme, un métier interactionnel, un métier de liaison, d'étayage, qui appelle nécessairement une implication éthique et émotionnelle. C'est un métier irréductiblement interpersonnel, non prédictif puisque ce travail de désincrustation, de détraditionnalisation, mise sur les potentialités d'un individu qui, devenant estimable à ses propres yeux, puisera en lui les forces de son désenclavement, forces matricielles et agissantes.

¹⁴ Chopart J-N., (dir), *Les mutations du travail social*, Paris, Dunod, 2000.

On pourrait souligner à l'envi bien des ambiguïtés à cette action réformatrice pour ne pas dire réformiste – je pense à Sylvia Faure analysant ce qui se joue dans les stages de remobilisation à l'emploi¹⁵, ou à Didier Fassin et à son livre « *Des maux indicibles. Sociologie des lieux d'écoute* »¹⁶ ; pour autant il y a bien de l'engagement – don/contre-don – condition pour que l'autre donne sens à sa vie, en faisant alliance.

Ce que ce métier n'est pas et ne peut pas être alors : un métier à base de référentiels, de normes, de procédures. Il ne sera jamais soluble dans quelques grilles évaluatives ou logiciels que ce soit. Allez coder l'implication émotionnelle critique ! Bon courage ! Il n'est pas distance. Tout au contraire il est proximité. Le métier d'éducateur renvoie aussi au respect, à la capacité de donner toute sa dignité à la fragilité. Ce que Jean Lavoué, Directeur de la Sauvegarde du Morbihan, résume ainsi dans un livre que j'ai coordonné : « *Il est des éducateurs qui accompagnent, parfois jusqu'à la mort, des êtres sans ressources, sans relation, sans existence sociale. Ils honorent ces êtres jusque dans leur détresse. Ils les restituent à leur humanité tout en honorant en retour la société qui les emploie et les missionne* »¹⁷. C'est en cela que les éducateurs sont des êtres estimables : parce que, il faut bien le dire, éduquer, c'est accepter de passer du temps aux côtés de ceux qui trop souvent comptent pour rien et pour personne.

Alors ce métier, on le fait pourquoi ? Sans doute pour mettre en actes un certain nombre de textes fondateurs du pacte républicain, tels que les Droits de l'homme, et avant cela pour affirmer ce qu'est un homme, ce que sont les hommes – inégaux de fait, égaux en droits et en dignité – et pour rappeler haut et fort le respect de la dignité de chacun, de la dignité de la fragilité. Eduquer, c'est veiller à qu'existent encore et toujours des espaces sociaux où la fragilité puisse continuer à avoir droit de cité.

On le fait comment ce métier ? Dire d'abord que c'est un métier du verbe, du mot, du sens donné, d'espace sémiotique ménagé. C'est un métier d'hommes et de femmes de parole. C'est un travail par et sur le langage. Je renvoie ici au bel ouvrage de Camille Thouvenot, préfacé magistralement par Philippe Mérieu, « *L'efficacité des éducateurs* » que j'ai évoqué tout à l'heure, et qui insiste justement sur la nécessaire magie du verbe pour manier les symboles, à l'instar des magiciens ou des sorciers, au sens anthropologique du terme. Oui, les éducateurs sont un peu magiques quand ils réussissent ce qu'ils entreprennent. Parce qu'éduquer – si on veut parler d'habiletés professionnelles – c'est la capacité à tirer parti des circonstances, à saisir le moment opportun, pour ritualiser, pour faire passer, aider à grandir, à franchir des étapes, des obstacles. Cela demande de l'inventivité assurément et aussi des marges d'interprétation et d'initiatives, d'adaptation, et donc tout cela suppose la prise de risque – tâche difficile présentement on le sait – entre traçabilité, prédictivité, couverture, protocoles, procédures, normes « ISOisées » ou « AFNORisées ». il faut caser un œuf pour faire une omelette mais aujourd'hui un éducateur ne peut même plus rentrer dans une cuisine de collectivité sans la toque et les habits ad-hoc et il peut tout juste faire faire avec les produits frais de la ferme d'à côté, traçabilité oblige.

Le métier d'éducateur, ce sont aussi des actes, du faire ensemble, de la mise en œuvre – œuvre au sens d'Hannah Arendt¹⁸ – où les paroles enroulent les actes, comme tout métier digne de ce

¹⁵ Faure S., Garcia M-C., *Culture hip-hop, jeunes des cités et politiques publiques*, Paris, La Dispute, 2005

¹⁶ Fassin D. *Des maux indicibles. Sociologie des lieux d'écoute*, Paris, La Découverte, 2004

¹⁷ Lavoué J., « Face aux souffrances sociales : évolution, enjeux et principes de l'éducation spécialisée », dans Conq N., Kervella J-P., Vilbrod A., (dir), *Le métier d'éducateur spécialisé à la croisée des chemins*, Paris, L'Harmattan, 2010, p. 197

¹⁸ Arendt H., *Condition de l'homme moderne*, Paris, Pocket Agora, 2002.

nom d'ailleurs. L'acte, c'est la part concrète, instituante, agissante, imaginative, du social réalisé, et ici je ne peux pas m'empêcher d'avoir une pensée pour Paul Fustier, avec son livre qui date maintenant « *L'enfance inadaptée – Repères pour des pratiques* »¹⁹.

Du dire et du faire – intrinsèquement liés – du faire ensemble, comme on dit dans le langage commun « se bouger », Anthony Giddens dirait « se désincruster »²⁰. Assurément ce souci de l'autre, entre respect de sa dignité et travail de re-liaison, implique cet engagement tout entier. « *Implication émotionnelle critique* » dit dans une thèse récente Xavier Bouchereau, « *métier de paroles, de perception et d'observation* »²¹ écrit dans une autre Claudine Manier²², il y a de l'invariant encore et toujours dans ce métier qui part nécessairement de la croyance en l'éducabilité des individus, dans la croyance aussi à la légitimité de l'intervention, dont l'étymologie déjà est riche de sens, avec ces trois moments : « interrompre », « se mêler à », « produire », croyance en une autre autorité éducative, différente, complémentaire voire suppléante, à la famille par exemple ou à des formes de socialisation exposées aux défaillances. Le fond du métier est là, et il n'a sans doute pas véritablement changé, et il a bien à voir avec une temporalité expérientielle.

Des éducatrices et des éducateurs gens de valeurs

Et celles et ceux qui l'exercent, ce métier, ont-ils changé ?

L'étude dont je me propose de rendre compte, dans ses grandes lignes nécessairement, a pour point de départ une question assez simple : qui sont les jeunes éducatrices et éducateurs spécialisés qui aujourd'hui s'engagent dans le métier ? Secondement, comment expriment-ils à la fois les raisons de leurs choix professionnels mais aussi les inspirations, les motivations, les valeurs qui les animaient quand ils ont ainsi fait le choix de se diriger vers ce métier ? Partant du postulat que dans ce métier, les uns et les autres arrivent déjà en formation avec de fortes attaches intériorisées, j'ai aussi voulu soumettre à la question l'impact des changements évoqués ci avant, et pas seulement sur le procès de travail, mais aussi sur l'amont, sur les « profils » des nouveaux venus en somme.

Il y a vingt ans, au fil d'un livre dont le titre était « *Devenir éducateur ; une affaire de famille* », je m'étais évertué d'appréhender à la fois les trajectoires scolaires, les engagements bénévoles, les histoires de vie, les manières dont les uns et les autres se représentaient les raisons de leur orientation. J'avais constaté alors en quoi, de manière assez ordinaire en fait, ils étaient redevables assez largement d'un certain frayage familial que je m'étais attaché à dépeindre, même si souvent les uns et les autres pouvaient être animés du sentiment d'avoir choisi ce métier sans rien devoir à personne, avec alors une vision fleurant bon l'autodidaxie et la parthénogenèse – se faire tout seul à la force des poignets – en déniaient donc à leur famille d'avoir eu quelque influence dans leur choix d'orientation. J'avais alors démontré que, bon an mal an, leur famille avait été, à bien des égards, influente quant à leur choix professionnel. Ce faisant, j'avais interrogé une génération d'éducateurs et d'éducatrices, nés dans les années 1950 pour bon nombre, qui présentement voit donc se profiler la retraite dans les années qui viennent voire y goûte depuis quelques années déjà.

¹⁹ Fustier P., *L'enfance inadaptée, Repères pour des pratiques*, Lyon, PUL, 1983.

²⁰ Giddens A. *La constitution de la société*, Paris, PUF, 1987.

²¹ Bouchereau X., *Les non-dits du travail social*, Toulouse, Éres, 2012.

²² Manier C. *Fondements dialogiques du métier d'éducateur et processus d'écriture : le rapport de fin d'intervention AEMO*, Thèse, Université d'Aix-Marseille, 2012.

La question pendante est bien alors la suivante : à quoi ressemble la nouvelle génération des éducatrices et des éducateurs ? , et ce vers lesquels je me suis tourné ont ainsi entre 20 et 40 ans et une moyenne d'âge, je l'ai dit, est de 27 ans. C'est cette génération là que j'ai interrogée et ce que je me propose donc d'exposer, ce sont les grands traits susceptibles de caractériser ces femmes et ces hommes, ces femmes surtout (75 % contre 63 % dans la « génération » précédente). Ces « jeunes » éducatrices et éducateurs, je les ai interrogés pour mieux connaître leurs profils certes, mais aussi pour saisir ce qui les anime, la façon dont ils conçoivent, et dont ils pratiquent leur métier. En somme, comment ils s'estiment et ce faisant, comment expriment-ils le souci de l'autre qui est bien au cœur du métier d'éducateur.

Qui sont donc ces « nouveaux éducateurs », entendu la « jeune génération », qui voisinent donc présentement dans le métier avec des collègues qui ont entre 40 et 60 ans ?

Je l'ai dit, me semble-t-il, le féminin l'a toujours emporté chez les éducateurs. Toujours, depuis que le métier existe, au fil des années 1940. Ceci dit, les garçons ayant (c'est toujours vrai) une scolarité plus heurtée que les filles, l'obligation du baccalauréat pour entrer en école d'éducateurs, au milieu des années 1970 je crois, est un déclic qui fait passer alors en quelques années la proportion hommes/femmes de 40% / 60% à 65 % / 35%. J'observe que le tout début des années 1980 représente un autre palier : en 2-3 ans on passe de 65 % à 75 % de femmes, et cela perdure toujours. Chez les plus jeunes, ceux et celles qui étaient sous formation en 2016, ce taux de féminisation tend à atteindre 77 %, et 78,7 % pour les reçues à l'issue des épreuves de sélection.

Ceux et celles que j'ai interrogés ont moins de 30 ans pour 75% d'entre eux. C'est la conséquence logique du choix d'inclure à part entière les élèves-éducateurs (65 % de mon échantillon). On le sait, le taux de réussite au DEES, avoisine les 95 % (85 % sont reçus dès la première fois) et, par les études du CEREQ, on peut suivre à la trace à trois ans et à six ans, ce que deviennent précisément les diplômés. D'autres études (je pense à la thèse de Jacques Queudet, publié sous le titre « *éducateur spécialisé, un métier entre ambition et repli* »)²³ permettent d'en savoir long sur le taux d'attrition, le taux de « fuite du métier », mais aussi sur les trajectoires, les carrières des uns et des autres, et on peut affirmer sans risque de démenti que l'immense majorité des élèves-éducateurs va exercer durablement son métier. Le taux d'abandon en cours de formation est faible, il est de l'ordre (sur trois ans) de 3 %. La difficulté n'est pas de sortir avec son diplôme d'Etat, c'est d'y entrer, de passer avec succès les épreuves de sélection du concours (ceci dit, il y a eu 78 % de réussite aux épreuves de sélection en 2016, signe peut-être d'une moindre attractivité du métier, avec une baisse des effectifs en formation de 6 % en cinq ans). En interrogeant ainsi notamment les élèves-éducateurs, ce sont bien à de futurs professionnels que je me suis adressé, si ce n'est à des professionnels déjà ni plus ni moins, via les stages qu'ils doivent effectuer, à hauteur de la moitié de leur temps de formation, et qui sont autant de rites initiatiques.

Pour en rester à des éléments statistiques, qui ne représentent que des données de cadrage, des indicateurs, je dirai volontiers quelques mots de leurs origines sociales, de leur scolarité, des engagements dont ils ont déjà fait montre avant d'entrer dans le métier, avant d'entrer dans la formation. Ce faisant, je dirai alors en quoi ils sont, en quoi ils seraient susceptibles de se singulariser de la génération précédente. Pour donner « plus de chair » à ces observations, je vous livrerai aussi volontiers juste quelques extraits d'entretiens.

²³ Queudet J. *éducateur spécialisé, un métier entre ambition et repli*, Paris, L'Harmattan, 2008.

Pour qualifier le milieu social dont sont issus nombre d'éducateurs, je retiens la catégorie, certes bien générique de « classes moyennes ». Pour le dire prestement, les milieux de la bourgeoisie ou les milieux très populaires ne « donnent » pas, n'ont jamais beaucoup donné d'éducateurs. Le langage de la règle est le refuge de l'ignorance, et il convient bien entendu de considérer cela comme des tendances. Mon collègue Emmanuel Jovelin – dans un ouvrage que j'ai publié en 1999²⁴ – montrait déjà qu'en région parisienne par exemple, les choses diffèrent un peu, y compris par l'attrait pour ces métiers, de jeunes issus de l'émigration. Resterait à actualiser ces chiffres mais ceux dont je dispose montrent que les écarts dans le recrutement sont assez marginaux. Qu'est-ce qui change de ce point de vue par rapport à la génération précédente ? Pas grand-chose de fait, mais il convient de prendre les statistiques avec des pincettes. J'observe que les mères, qui ont, on le sait, régulièrement joué un grand rôle dans le choix du métier de leurs enfants, de leur fille mais aussi de leur garçon, sont un peu plus issues des secteurs de l'enseignement, du médical et du médico-social probablement, et du social.

L'examen attentif des métiers précis exercés, y compris en reconstituant les carrières, permet de mesurer l'importance très significative de ces parents, de ces mères surtout : elles sont 30 % à exercer un métier du social ou du soin, et quand on a ses deux parents éducateurs, peu d'enfants réchappent au métier d'éducateur (et, cela aussi on le pointe aisément, beaucoup d'éducateurs épousent une éducatrice...).

Que dire encore de cette variable ? Juste trois ou quatre observations qui elles aussi tendent à confirmer ce que j'ai déjà observé.

Plutôt que de la famille et de son influence dans le choix du métier il faut plutôt parler de parentèle. *« J'ai un oncle, je me suis toujours bien entendu avec lui, enfin mon oncle et sa femme. En fait mon oncle travaille à la DDRASS à Rennes. Il a un poste relativement important et ma tante, donc la femme de mon oncle, est assistante sociale. Donc aussi par ce qui pouvait être dit, par leur caractère, leur personnalité. Donc voilà une influence sans doute ».*

Bien des travaux montrent qu'en France, d'autant plus en période de crispation sur le front de l'emploi, les réseaux, les relations familiales notamment, comptent, et on sait l'influence des oncles-tantes, voire des cousins, des cousines.

« Milieu familial... non... vraiment, je n'ai pas de frère et sœur... bon, mais en fait j'ai un oncle myopathe et j'ai une de mes tantes qui est assistante familiale pour le centre héliomarin à X... et après, bon, il n'y a pas de hasard non plus, moi je suis éduc. J'ai deux cousines infirmières, y'a une aide-soignante, y'a une future kiné, j'ai une cousine qui veut devenir éduc. Voilà, je pense que c'est le milieu qui fait... enfin j'avais cette fibre-là quoi ! ».

Ces influences familiales, au sens large, je les avais observées il y a plus de vingt ans. Rien d'étonnant à ce qu'elles perdurent. Ce n'est d'ailleurs pas un cas unique. J'ai travaillé plusieurs années sur le métier d'infirmière. On retrouve très clairement ces mêmes histoires de famille, cette endoreproduction générationnelle.

Métier d'ordre, discours de désordre, avais-je coutume de dire pour signaler une apparente opposition entre un trait particulier d'une part surreprésentée des parents et les discours marqués au coin par une humeur anti-institutionnelle de ces éducateurs des années 1970, pantalon à côtes

²⁴ Jovelin E., *Devenir travailleur social aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan, 1999.

de velours, sabots suédois, barbe christique, manifestant contre la loi Debré et Haby, petits boulots, voyage vers Katmandou peut-être, etc. Aujourd'hui une chose a changé semble-t-il, pas vraiment l'autre. Les discours de désordre ont bien moins cours, et il pourrait même y avoir une certaine perméabilité à la judiciarisation ambiante qui s'explique assez prosaïquement par la présence, chez les pères en particulier, des métiers d'ordre – policier, militaire, personnel pénitentiaire et plus largement chef d'équipe, contremaître, etc. Cette surreprésentation a laissé transpirer sans doute quelques éléments d'habitus, sans oublier ceux et celles qui ont pu hésiter entre deux métiers.

Il y aurait encore à dire sur ce premier volet, mais l'essentiel n'est peut-être pas là. Ce qu'il convient de souligner – et cela aussi n'a pas vraiment évolué d'une génération à une autre – c'est le fait que nombre de parents ont été fortement engagés dans des activités associatives et les enfants ont baigné dans ce milieu ponctué d'engagements bénévoles, de réunions qui finissent tard, d'organisation d'événements, de kermesses, de soirées culturelles ou festives.

Voilà donc en filigrane les modes d'imprégnation, d'incorporation, de dispositions, y compris éthiques, tels qu'ils peuvent être transmis dans la famille. 45 % des mères, 55 % des pères ont connu des engagements associatifs – rien de surprenant – plus sur le versant social, artistique et culturel pour les mères, plus sur le versant sportif pour les pères, mais là encore ce ne sont que des tendances. Donc, de ce point de vue, pas de grands changements à deux générations d'écart, même si, et là il y a évolution sans surprise, l'influence de la religion est bien moindre dans la famille : 9 % des parents ont fréquenté le scoutisme, 3 % les mouvements de jeunesse catholique (MRJC-JAC-JOC). C'est deux fois moins que la génération précédente. Mais perdure ce fond d'engagement dont les indices sont d'ailleurs explicitement recherchés bien souvent lors des épreuves du concours d'entrée en écoles d'éducateurs.

Que souligner d'autre ? Les engagements durant l'adolescence des futurs éducatrices et éducateurs bien sûr et le BAFA : 55 % ont le BAFA mais 77 % disent avoir participé à l'encadrement de jeunes.

De celles et de ceux qui passent leur BAFA, et que, dans sa thèse, Vanessa Pinto nomme « *des étudiants allant vers un petit boulot vocationnel* »²⁵, elle précise qu'il s'agit classiquement d'étudiants engagés dans les filières non sélectives et donc temporellement disponibles, au moins pendant les vacances scolaires, dotés de ressources culturelles ou de « bonne volonté culturelle », disposés aussi à prendre leurs distances avec l'univers scolaire. Nombre d'entre eux, écrit-elle, peuvent faire valoir des dispositions relationnelles et des ressources culturelles qu'ils ont acquises au sein de leur famille. Choix déclaré, délibéré, elles et ils l'opposent à des emplois jugés plus alimentaires, comme ceux de la vente ou de la restauration rapide. La plupart, note Vanessa Pinto, se destine plus ou moins confusément aux métiers de l'éducation, du travail social ou de la santé, métiers d'ailleurs fréquemment exercés par leurs propres parents. De leur point de vue, l'animation peut constituer une forme d'apprentissage de leur profession et une mise à l'épreuve de leur vocation.

Nous disposons maintenant de travaux bien documentés montrant en quoi régulièrement le choix de s'inscrire au cycle BAFA, et le financer, ce qui n'est pas rien, est largement influencé par les parents²⁶.

²⁵ Pinto V., *L'emploi étudiant : apprentissage du salariat*, thèse de sociologie, EHESS, 2009.

²⁶ Douard O., « Le BAFA, une entrée ritualisée dans le monde des adultes », *Agora débats/jeunesses*, n°28, 2002, p. 58-71.

Quelques mots, vraiment très synthétiques, sur la scolarité de ces jeunes éducateurs et – éducatrices. Ils ont eu très souvent des parents soucieux de leur scolarité, qui se sont évertués alors à les soutenir, à les épauler, qui surveillaient leurs devoirs, etc. et qui se sont — on en revient toujours là, c'est vraiment matriciel — souvent engagés dans les activités scolaires : 79 % d'entre eux ont ainsi pris part d'une manière ou d'une autre à la vie scolaire, 24 % ont été représentants de parents d'élèves, une très large surreprésentation donc. Pour autant on a affaire, encore et toujours parce que sur ce point non plus il n'y a pas de rupture véritable, à des jeunes dont la scolarité va être relativement heurtée. La moitié a connu un redoublement au moins, voire deux et plus pour 12 % d'entre eux. Malgré cela, s'ils sont là, c'est bien qu'ils ont « décroché » le bac – plutôt ES (32 %) ou L (24 %) que S (13 %) – mais ce peut être aussi un bac technique pour 24 %, dont 9 % un bac F8 dit « médico-social » ou ses équivalents plus récents (SMS ou ST2S). Au fil de leur scolarité secondaire, la moitié d'entre eux sera délégué de classe et ce d'autant plus qu'ils auront redoublé. Là encore rien de véritablement nouveau.

Pour ce qui des études universitaires, un témoignage, celui de Fabien dont le père est agent de maintenance en lycée, résume assez bien la situation.

« Donc j'ai fait mes deux premières années de fac à Quimper et après en troisième année, il faut aller à Brest. Mais bon, la troisième année, ça devenait un peu « free-style », en troisième année j'ai fait une année Erasmus à Burgos, donc là je n'ai pas mis les pieds à Brest. C'était l'Espagne, et tout le machin, donc pas beaucoup à la fac non plus là-bas. J'ai pas eu ma licence et j'ai retenté l'année suivante à Nantes et là j'ai bien eu confirmation de ce que j'avais déjà bien ressenti en Espagne, c'est qu'en fait ce truc-là ça me convenait pas et donc j'ai pas persisté et après j'ai fait ma prépa sanitaire et sociale, avec des stages. Ça te fait un peu de matière en plus et ça t'évite que le mec du jury te pose tout de suite des questions pièges à deux balles, des questions bidon. Là ils ont vu mon CV, que j'avais des choses intéressantes à gratter ».

Présentement, quasi tous les éducateurs ont entamé des études supérieures. Pour autant 27% seulement ont une Licence et 3,5% un Master. La plupart ont interrompu leurs études, y compris du fait du succès au concours d'entrée en école d'éducateurs.

Que dire alors pour conclure et aller y voir sur la manière dont ils /dont elles parlent de leur travail, sachant qu'aujourd'hui comme hier, sans réel changement, devenir éducateur continue à être très largement une affaire de famille. Si on s'intéresse à l'origine des valeurs que portent les éducateurs, il convient de saisir tout ce qui s'est passé, tout ce qui s'est propagé par imprégnation, par familiarisation, tous ce qui s'est transmis au fil des expériences de jeunesse – dans les associations notamment – et qui ont abouti à ce qu'ils acquièrent, sans s'en rendre compte, sans que cela soit même explicitement recherché, des prédispositions qui se révéleront avoir un cours élevé dans le milieu professionnel vers lesquels ils vont se tourner, en étant pour autant persuadé qu'ils ont eux-mêmes délibérément choisi ce métier.

Pour le dire ainsi, le terreau familial d'où viennent les éducateurs a peu évolué. Les façons dont, plus ou moins inconsciemment, des parents s'y sont pris pour produire l'envie, ont peu changé. Les milieux d'où ils viennent sont sensiblement les mêmes, y compris les valeurs familiales dont ils se sont peu à peu imprégnés.

Je ne dirais évidemment pas qu'ils travaillent alors de la même façon. Les populations auxquelles ils sont confrontés ont changé, je l'ai dit, y compris du côté du handicap. Le moins que l'on puisse dire, c'est que le secteur a bien bougé. Je ne dis pas non plus qu'ils résistent moins ou plus aux sirènes évaluatives, aux douces injonctions à la judiciarisation, etc. Je dresse

leur portrait et puis, ultime point, je voudrais repérer ce à quoi ils tiennent, et rapporter donc ce qu'ils disent. Bien entendu, il faudrait aller y voir sur le comment ils opèrent, sur le comment ils travaillent, mais il faut à mon sens se défier des représentations « générationnelles » : « *Mais qui sont donc ces éducateurs qui nous arrivent – fougue bien maigre, regardant leur montre, etc. ?* », représentations auxquelles peuvent toujours en répondre d'autres : « Qui sont donc ces éducateurs approchant de la retraite, usés, atteints par le « *burn-out* » et ayant hâte d'en finir.

Que disent alors ces jeunes éducatrices, ces jeunes éducateurs sollicités ? Les termes qui reviennent les plus souvent sont « accueil, accompagnement, écoute, valoriser, patience, soutenir, confiance, sans préjugés, disponibilité, comprendre, pas imposer, respect ». Je manque ici d'éléments de comparaison avec la génération précédente mais, en tous cas, on retrouve nombre d'éléments renvoyant à cet entrelacement – estime de soi/souci de l'autre – à la base ni plus ni moins de la construction de la confiance.

Des termes que l'on pourrait pourtant penser « datés » sont régulièrement prononcés : « *aimer, émotion, générosité, bien-être, charisme* » et cela passe (dixit) par « *aide y compris administrative* », « *faire qu'ils grandissent, qu'ils s'autonomisent* », « *les guider, entrer en relation sans préjugés* », « *aider à se défendre* », « *révéler les potentialités* ».

A les entendre, il y a bien une action – un faire – mais avec une posture qui vraiment rappelle la façon dont, dans son livre « *La société du mépris* »²⁷, Axel Honneth expose comment un individu gagne ou restaure son estime de soi.

« *Il faut savoir prendre du recul. Il y a des techniques, mais surtout des astuces* », « *A nous de donner des pistes* », « *Pas imposer-convaincre* », « *Faire prendre conscience des capacités, leur proposer des moyens pour qu'ils aient envie de faire* », « *Lâcher du mou et quand ça mord, accompagner, faire avec* ».

Ce qui est frappant, ce sont les concordances des représentations du métier. A quoi tiennent ces positions exprimées à l'envi ; A quoi tiennent ces valeurs qu'ils mettent en avant ? De fait, inextricablement, c'est à la fois la marque du terreau dans lequel ils ont grandi, en termes de valeurs – et on sait que c'est la socialisation primaire qui est ici la plus matricielle – et c'est à la fois ce qu'ils ont retenu de leur formation. Mais on n'oubliera pas qu'aujourd'hui comme hier, quand on demande aux éducateurs ce qui a été le plus marquant durant leur formation, ils répondent quasi à l'unisson : les stages, et ce faisant, c'est bien à la fois le frottement du travail éducatif *in situ*, y compris la socialisation par les aînés sans doute, disons le fruit de l'expérience professionnelle qui alors est mis en avant.

Alors, *in fine*, qui sont les éducateurs de la nouvelle génération ? Je n'ai rien trouvé qui soit en rupture avec la génération précédente. Peut-être sont-ils plus pragmatiques, plus réalistes, mais certainement pas moins engagés.

Tel est à mes yeux, observation faite, ce qu'il en est de ces jeunes éducateurs, de ces jeunes éducatrices qui ressemblent bien plus qu'ils ne dissemblent, pour le dire ainsi, de leurs aînés.

Quelques mots pour pré-conclure sur les éventuelles spécificités du public lillois : J'aurais voulu apporter ici quelques touches singulières, mais de fait rien n'y fait : il est même difficile de trouver éducateurs et éducatrices à bien des égards plus proches des moyennes de la

²⁷ Honneth A., *La société du mépris*, Paris, La Découverte, 2006.

Métropole que dans le Nord de la France. Là où on aurait pu penser croiser une proportion un peu plus importante de jeunes issus des classes populaires, ce n'est pas du tout le cas, et si distinction il y a, elle réside même dans la plus faible part d'éducatrices et d'éducateurs issus des bacs techniques et, à l'inverse de titulaires du bas S. Professions des pères et des mères, présence en leur sein de métiers du social, du paramédical, de l'enseignement, professions de la fratrie, engagement dans les associations, et j'en passe, bien peu d'éléments les distinguent. Tout juste observe-t-on une influence un peu supérieure pour ce qui est de la religion catholique. Il existe pourtant des écarts assez importants à la moyenne sur un certain nombre de variables, dans la région nantaise, où j'étais il y a une quinzaine de jours pour une journée proche de la vôtre par exemple. Ici nous avons un reflet proche de l'épure de tout ce que j'ai pu avancer, ce qui est déjà significatif, compte tenu des particularités régionales.

Je conclus : l'affaire est entendue, je ne dis pas que ces éducatrices, que ces éducateurs que j'ai rencontrés, que j'ai sollicités, ne sont pas « percutés » par les évolutions que j'ai pointées précédemment, y compris ce qui a trait à la dégradation de leurs conditions de travail, à la mise en question de leur efficacité, etc. Dans ces frottements des temporalités et, ce faisant, des légitimités, ils vivent au quotidien les effets de la logique néo-libérale. Je relève pour autant, que l'idéal social du métier perdure et, avec, des pratiques éducatives expérientielles, même si, probablement, ces idéaux qui les animent sont plus que jamais délégitimés aux yeux des managers se méfiant de ses relations interpersonnelles qui se nouent et qui ne collent guère avec l'esprit rationnel du temps présent qui verrait plus l'interchangeabilité des intervenants, l'application de référentiels d'action et de métier codifiées ; ce que j'ai dû nommer quelque part « *le fétichisme de la technique* ».

Alain Vilbrod
Professeur de Sociologie
LABERS
UBO-Brest